

Les États-Unis, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, et le Royaume-Uni, en leur qualité de membres du Groupe de contact international pour la région des Grands Lacs (ICG – International Contact Group en anglais), présidé par la Suède, publient la déclaration suivante :

L'ICG a participé à la *Retraite des parties prenantes et des experts des Grands Lacs*, organisée par le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs et la Suisse à Nairobi du 17 au 18 juin. L'ICG a échangé avec les pays signataires de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, ainsi qu'avec des représentants d'instances régionales et internationales de médiation et de facilitation, des organisations régionales, notamment l'Union africaine (UA), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ainsi qu'avec des experts indépendants et des représentants de la société civile. La réunion a permis de faire le point sur les dynamiques de paix, de sécurité et économiques dans la région des Grands Lacs. Cela inclut les efforts continus du médiateur et des cofacilitateurs désignés par l'Union africaine, les avancées réalisées dans le cadre de l'Accord de paix et de prospérité de Washington, sous l'égide des États-Unis, ainsi que la médiation qatarie menée dans le cadre du processus de Doha. Un ensemble d'options concrètes visant à soutenir les efforts de paix en cours et la mise en œuvre des engagements déjà pris ont été identifiées.

Le 19 juin, l'ICG s'est réuni à Addis-Abeba aux côtés du représentant du médiateur désigné par l'UA, Faure Gnassingbé, Président du Conseil des ministres de la République togolaise, ainsi que de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs, dans le but de renforcer davantage le dialogue et la coopération avec l'UA.

La délégation s'est entretenue avec le président de la Commission de l'UA, S.E. Mahmoud Ali Youssouf, le Commissaire de l'UA aux affaires politiques, S.E. Bankole Adeoye, ainsi qu'avec le facilitateur désigné par l'UA et ancienne Présidente de l'Éthiopie, S.E. Sahle-Work Zewde. Les discussions ont porté sur les développements récents dans la région des Grands Lacs, la complémentarité des efforts de médiation et la situation humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo, y compris l'épidémie actuelle d'Ebola. En outre, la délégation a engagé un dialogue spécifique avec des représentants de l'UA sur les partenariats en faveur d'une paix durable.

La délégation a également mené des consultations avec des partenaires de la société civile et des chercheurs de la région des Grands Lacs, y compris des représentants des femmes et des jeunes, avec la participation de l'Envoyée spéciale de l'UA pour les Femmes, la Paix et la Sécurité, S.E. Liberata Mulamula. L'ICG souligne l'importance de prendre en considération les perspectives de la société civile ainsi que celles des communautés locales de la région.

Une médiation dirigée par l'Afrique, soutenue par un fort engagement régional, est centrale pour parvenir à une paix durable dans la région des Grands Lacs. L'ICG réitère son soutien

aux efforts de paix en cours menés par le médiateur désigné par l'UA, Faure Gnassingbé, Président du Conseil des ministres de la République togolaise, ainsi qu'au Panel de facilitateurs, à la Commission de l'UA et aux partenaires régionaux. Nous saluons les progrès accomplis à ce jour par la médiation dirigée par l'UA et attendons avec intérêt les prochaines étapes. L'ICG soutient la poursuite des efforts de tous les médiateurs visant à garantir la coopération et la complémentarité entre les processus de l'UA, de Washington et de Doha.

L'ICG appelle toutes les parties au conflit à tirer parti de cette dynamique et à s'engager de manière constructive dans le dialogue. Il ne peut y avoir de solution militaire au conflit.